

## MAROC

## Visite

Le 11 septembre, le ministre italien de la Défense, M. Giovanni Spadolini, est arrivé en début d'après-midi à Rabat pour une visite officielle de deux jours. La visite de M. Spadolini, la première d'un ministre italien de la Défense au Maroc, est intervenue au moment où l'Italie se mobilisait pour lutter contre le terrorisme. Selon un communiqué du ministère italien de l'Intérieur, Rome préconisait une "collaboration internationale plus intense" et signalait que des accords avaient déjà été conclus ou étaient en voie de l'être avec plusieurs pays. "Des rencontres sont prévues avec Israël et le Maroc, où un groupe de quatre terroristes a été arrêté en août dernier, pour parvenir à une coopération également avec ces deux pays", précisait le communiqué.

M. Spadolini a indiqué à son départ de Rome qu'au centre de ses entretiens à Rabat, figurerait "le rôle important que peut jouer le monde non-aligné et le monde arabe en particulier pour dépasser l'agression terroriste qui contredit tous les processus en cours dans la région méditerranéenne et menace le futur de la détente et du dialogue entre les peuples". Le ministre italien devait être reçu notamment par le roi Hassan II et s'entretenir avec le Premier ministre d'alors, M. Karim Lamrani, le ministre des Affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, et le président du parlement, M. Ahmed Osman. A son arrivée à Rabat, il a déclaré que sa visite était une visite de paix et d'amitié. "Nous sommes deux pays alliés dans la recherche de la paix et la défense, surtout en Méditerranée", a-t-il ajouté, soulignant que sa mission était de "développer l'amitié entre le Maroc et l'Italie d'une part et de renforcer la coopération entre le Maroc et l'Europe d'autre part".

● La lutte contre le terrorisme, la stabilité en Méditerranée ainsi que le développement du processus de paix au Moyen-Orient ont été au centre des entretiens qu'a eus M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la Défense. M. Spadolini a souligné ces différents points le 12 septembre dans une conférence de presse en tenant par ailleurs à démentir fermement que sa visite ait pu revêtir un quelconque aspect commercial, comme, a-t-il dit, l'ont lancé des sources espagnoles et algériennes. Sur le terrorisme, le ministre a noté que l'évaluation que le Maroc et l'Italie faisaient de cette question était sensiblement identique. Il a relevé que le terrorisme constituait "un acte de sabotage contre le processus de paix" en estimant que les récents attentats, tant à Karachi, contre un avion de la compagnie américaine Pan Am, qu'à Istanbul, dans une synagogue, "avaient probablement pour but d'empêcher les développements pacifiques au Moyen-Orient". Dans ce domaine, il a qualifié la rencontre entre MM. Shimon Peres et Hosni Mubarak d'acte courageux.

Les questions militaires, a-t-on appris de sources informées, ont essentiellement porté sur la présence au Maroc d'un petit contingent d'une dizaine de militaires italiens au titre de

l'assistance technique, ainsi que sur les perspectives d'intensifier les échanges de personnels entre les forces armées des deux pays.

● Le 12 septembre, M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la Défense, a délaissé pour quelques heures le problème du terrorisme, de la défense et de la paix en Méditerranée pour se rendre à l'université Mohamed V de Rabat, où le Maroc a décidé de créer dès cette année une chaire de langue italienne. M. Spadolini s'est félicité auprès du professeur Mohamed Ben Abdeljalil, recteur de cette université, la plus ancienne et la plus prestigieuse du pays, pour l'intérêt accordé à la langue italienne, ainsi officialisée et intégrée pour la première fois dans un programme universitaire au Maroc.

Après une tournée à la bibliothèque de l'université, où sont entreposés quelque 500 000 ouvrages italiens, M. Spadolini s'est rendu à la première base aérienne des forces armées royales de Salé où il a visité les équipements de ce centre militaire.

● Le 13 septembre, M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la Défense, en visite officielle, a été reçu au palais royal de Rabat par le roi Hassan II qui l'a décoré du grand cordon du Ouissam alaouite. Depuis son arrivée le 11 à Rabat, le ministre italien de la Défense avait eu une série d'entretiens notamment avec le Premier ministre, M. Karim Lamrani, le ministre des Affaires étrangères et le secrétaire général de l'administration de la Défense nationale, le général Mohamed Achahbar.

● Les officiels israéliens se refusaient le 24 septembre à tout commentaire à propos d'un communiqué du front Polisario publié la veille à Alger, selon lequel cinq officiers supérieurs israéliens, dont un général, avaient accompagné le prince héritier du 2 au 8 septembre près des Murs de défense construits par l'armée au Sahara occidental. Israël et le Maroc sont en état de belligérance, ont relevé les observateurs. Des contingents marocains ont d'ailleurs participé sur le Golan aux côtés des troupes syriennes à la guerre de Kippour d'octobre 1973.

● Les services de sécurité ont arrêté un commando de terroristes palestiniens qui préparait un attentat à la bombe contre une synagogue de Casablanca pour le début de la nouvelle année juive, a affirmé le New York Times dans son édition du 28 septembre. Arrêté dans le courant de la semaine précédente, ce commando de Palestiniens possédait des explosifs et le plan d'une synagogue de Casablanca, selon des responsables américains cités par le journal. L'attaque était prévue pour le 4 octobre quand les membres de la communauté juive auraient été rassemblés pour la célébration du Rosh Hashana, début de la nouvelle année juive.

● Les forces royales air devaient organiser les 16 et 17 septembre à la base école de Marrakech un concours de recrutement d'élèves-aspirants pilotes masculins.

● Les forces royales air devaient organiser les 21 et 22 septembre un concours pour le recrutement d'élèves sous-officiers spécialistes. Ce concours

s'adressait aux jeunes Marocains de sexe masculin issus de différents centres de formation professionnelle et déjà titulaires d'un certificat de qualification professionnelle ou d'un diplôme de technicien dans les spécialités de tailleur et cordonnier.

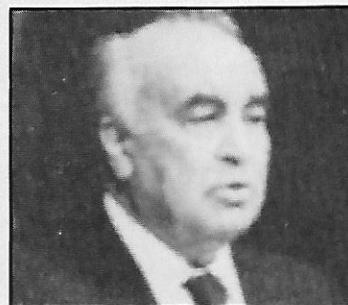
● Le général Kabbaj, inspecteur général des FRA, a effectué une visite officielle de quatre jours en Belgique. Venu à la tête d'une importante délégation des FRA, à l'invitation du chef d'état-major des forces aériennes belges et aide-de-camp du roi, le lieutenant-général aviateur J. Lefèbvre, l'inspecteur général a effectué plusieurs visites aux bases aériennes et aux centres d'instruction belges.

● Le roi Hassan II a présidé le 10 octobre à Rabat les cérémonies de sortie des promotions 1983-1986 de l'académie royale militaire de Meknès, de l'école royale de l'air de Marrakech et de l'école royale de la marine de Casablanca.

## Nouveau Premier ministre

Le 30 septembre, M. Azeddine Laraki, 57 ans, a été nommé Premier ministre par le roi Hassan II, en remplacement de M. Mohamed Karim Lamrani, dont la démission avait été acceptée la veille.

Dans une lettre adressée au souverain, M. Lamrani (67 ans) faisait état de sa fatigue physique susceptible de le mettre dans l'incapacité d'assumer les responsabilités qui lui étaient confiées.



M. Lamrani

● Le 4 octobre, la visite officielle de M. Jacques Chirac, Premier ministre français, s'est achevée à Casablanca. Elle a notamment permis d'obtenir confirmation de l'excellence des relations qui existent entre Paris et Rabat, ont souligné les observateurs.

## RASD

## La guerre d'usure

Le front Polisario a opté pour la guerre d'usure contre le Mur de défense marocain au Sahara occidental, ont indiqué des responsables sahraouis à un groupe de journalistes qui ont passé une semaine près des lieux de combats au début d'octobre. Après avoir quelque peu hésité pendant trois ans face à ce nouvel obstacle constitué par le Mur, le front Polisario semble délaissé les attaques frontales mobilisant des troupes et une logistique importantes au profit de pilonnages quotidiens ponctués par des opérations de commandos. Les combattants sahraouis ont "étudié et disséqué le Mur, pour en relever toutes les faiblesses et les exploiter", a déclaré le responsable d'une région militaire, M. Mohamed

El Ouali, rencontré près du Mur dans la région de Chadmia, à 200 kilomètres à l'Ouest de la frontière algérienne. Pour ce responsable, les pilonnages de positions marocaines de jour et de nuit "causent d'importantes pertes aux forces marocaines et les obligent à rester constamment en éveil, sans jamais savoir quand et où elles seront attaquées".

Un groupe de journalistes a assisté à des pilonnages. Pendant la journée, les Sahraouis installent plusieurs pièces d'artillerie derrière une colline et bombardent une position marocaine. Les journalistes, qui se trouvaient à un peu plus d'un kilomètre du remblai de sable constituant le Mur, ont pu nettement voir les nuages de poussière et de fumée s'élever derrière ce remblai. L'artillerie marocaine réplique, tirant abondamment dans le secteur où sont installées les pièces d'artillerie sahraouies. Selon les responsables du Polisario, "l'artillerie marocaine tire au jugé, sans précision, se repérant uniquement au bruit des tirs sahraouis". Pendant la nuit, les pilonnages sahraouis et la riposte marocaine sont beaucoup plus nourris et donnent lieu à une sorte de gigantesque feu d'artifice qui illumine le Mur sur un front de plusieurs dizaines de kilomètres, a-t-on constaté sur place.

Les combattants sahraouis mènent aussi des opérations de commandos, en s'infiltrant derrière le Mur pour prendre à revers les positions marocaines, a affirmé un autre responsable du Polisario, Omar Ahmed. Il a ainsi fait visiter aux journalistes une de ces positions sur le Mur même, abandonnée, a-t-il déclaré, par les troupes marocaines depuis l'assaut que les combattants sahraouis y avaient lancé il y avait un mois. Aux alentours, des combattants sahraouis embusqués surveillaient deux autres positions marocaines, l'une à 300 mètres plus à l'Ouest et l'autre à deux kilomètres plus à l'Est. "Pendant le jour, le Mur est aux Marocains, mais la nuit, il est à tout le monde", a commenté le responsable du Polisario. La position visitée était une sonnette, a indiqué le responsable sahraoui. Normalement occupée par une section marocaine de trente hommes, elle est située entre deux points d'appui occupés chacun par une compagnie (environ 150 hommes) a-t-il dit. A quelques variantes près, on retrouve le même dispositif sur les 2 000 kilomètres de Murs entre Zag, dans le Sud-Est marocain, et Dakhla (ex-Villa Cisneros), dans le Sud-Ouest du Sahara occidental, sur la côte atlantique, a-t-il ajouté. En plus du remblai de sable, les positions marocaines sur le Mur sont protégées par des champs de mines et de fil de fer barbelés, a-t-on constaté sur place. A des intervalles d'une moyenne de trente kilomètres, elles sont équipées de radars français Stentor, Rasit ou Ratac, qui ont une portée de soixante kilomètres sur véhicules, selon le responsable sahraoui. (De 30 km pour le Rasit seulement, selon le constructeur LMT (France).

"Les Sahraouis ont trouvé la parade" pour contrer ces moyens de détection, "en multipliant les mouvements près du Mur, pour brouiller les pistes, à défaut de brouiller les ra-

dars", a-t-il affirmé. Toutefois, les soldats marocains tirent dès que les radars repèrent une concentration de véhicules, notamment de Land Rover, engins les plus couramment utilisés par les Sahraouis. Ainsi, ont-ils tiré une dizaine d'obus contre les combattants du Polisario et les journalistes qui les accompagnaient, la nuit, lors d'un bivouac à huit kilomètres du Mur, les obligeant à changer de campement en toute hâte. Ailleurs, en longeant le Mur sur une centaine de kilomètres, les journalistes ont pu voir des combattants sahraouis bivouaquer ou faire le guet à quelques kilomètres du Mur. Les seules armes visibles étaient les pièces d'artillerie et le traditionnel fusil d'assaut Kalashnikov.

Le déploiement des forces du front Polisario, face au Mur marocain, à une distance relativement faible, l'activité de coups de main parfois nocturnes menée par des éléments à pied de celles-ci et l'attitude strictement défensive et statique adoptée par leur adversaire ont conduit à une guerre de stabilisation de fait au Sahara occidental, qui est aussi, naturellement, une guerre d'usure. On notera que, depuis 1975, qu'il s'agisse de guerres intestines ou de résistance ou qu'il s'agisse d'affrontements entre armées régulières, qu'il s'agisse de combats de guérilla, d'opérations d'envergure ou d'actions menées avec des éléments blindés et mécanisés, tous les conflits qui se sont déroulés ou se déroulent de par le monde ont abouti à la stabilisation dans l'indécision, c'est-à-dire à l'enlèvement, sans qu'on puisse envisager pour leur dénouement d'autre perspective qu'une évolution lente à côté de laquelle celle de la guerre de 1914-1918 qui n'a duré que quatre ans ferait figure de guerre-éclair, en dépit de la pesanteur qu'a revêtue dès les premiers mois de ce conflit l'allure des opérations. Faut-il y voir un retour en faveur de la prépondérance de la défensive, fruit incongru des progrès techniques des armements et matériels de guerre, en dépit des apparences qui inclineraient a priori à croire qu'en ce siècle de la vitesse le ralentissement d'un processus quelconque est logiquement impensable ?

● Le ministère de L'Information a communiqué le 2 septembre : "Continuant de saper le moral des troupes d'occupation et de les user matériellement grâce aux attaques et pilonnages qu'ils mènent, nuit et jour, contre les forces monarchistes marocaines, les combattants de l'armée de libération populaire sahraouie ont attaqué, le 31 août dernier, deux postes ennemis situés à El Fergane (région de Guelta Zemmour). Au cours de cette opération, l'un des postes de l'ennemi a été complètement occupé et détruit.

20 soldats agresseurs ont été tués dont un caporal répondant au nom de Bejedane Mohamed, sans compter un grand nombre de blessés, 3 dépôts de munitions ont été détruits, ainsi qu'un grand nombre de tranchées individuelles et collectives.

Telles sont les pertes humaines et matérielles que l'ennemi a enregistrées après cette action.

Nos combattants ont par ailleurs récupéré 2 pièces MAG, 1 fusil FAL, 1 lot important de munitions et de do-

cuments militaires".

● Le ministère de l'Information a communiqué le 16 septembre : "Continuant de faire vivre les agresseurs marocains dans un enfer quotidien duquel ils ne peuvent être délivrés que s'ils se retirent définitivement du territoire de la République arabe sahraouie démocratique, les combattants de l'armée de libération populaire sahraouie ont attaqué, le 15 septembre 1986, deux bases et un poste d'observation au Sud de Glaibat El Foula (région de Guelta Zemmour). Après une heure de combats acharnés, l'une des deux bases ennemies a été complètement détruite. Au cours de cette opération, les pertes de l'ennemi ont été les suivantes : 30 soldats agresseurs tués et autant de blessés. 2 mitrailleuses lourdes de 12,7 mm et 14,5 mm ont été détruites, ainsi qu'un canon de 75 mm et un mortier de 120 mm. 2 dépôts de munitions ont été également détruits. Des unités d'intervention ont été dépêchées par l'ennemi pour porter secours aux bases attaquées, mais elles furent obligées de battre en retraite laissant derrière elles 2 véhicules Toyota et Land Rover, le premier portant une mitrailleuse de 14,5 mm, le second une autre de 12,7 mm. Rappelons par ailleurs que le 3 septembre, les combattants de l'ALPS ont attaqué 2 positions et un poste d'observation à Oued Chadhmia. Cette opération s'est soldée pour l'ennemi par : 4 soldats monarchistes tués, 6 autres blessés, la destruction d'un camion-citerne de type Kaiser."

Par ailleurs, ont relevé les observateurs, le front Polisario n'a pas revendiqué à Alger, comme il le fait traditionnellement, l'attaque contre un navire marchand espagnol, le Puente Canario, dans laquelle un marin avait été tué, il y avait une semaine. Un porte-parole se réclamant du front Polisario avait toutefois revendiqué auprès de la radio maritime basque Onda Pesquera l'attaque de ce navire, qui avait eu lieu à quatre milles de la côte.

● Le ministère de l'Information a communiqué : "Une unité de l'ALPS a attaqué le 16 septembre 1986 deux bases des forces d'occupation marocaines situées entre Oued Lethm et Benameira dans la zone de Farsia et tendu une embuscade à une patrouille chargée de l'inspection des pistes à l'intérieur du Mur. Ces opérations qui ont duré une heure, de 8h à 9h du matin, se sont soldées du côté de l'agresseur marocain par les pertes suivantes : 6 morts, 17 blessés, la destruction de deux dépôts de munitions, de plusieurs mitrailleuses, dont une de 23 mm, une de 14,5 mm et 2 de 12,7 mm, d'un mortier de 120 mm et d'une MAG.

En outre, les combattants ont récupéré deux mitrailleuses FAL, 2 fusils Kalashnikov, 1 RPK M.F, un appareil de transmissions et une importante quantité de documents militaires."

● Le ministère de l'Information a communiqué le 19 septembre : "Une unité de l'ALPS a attaqué une base du dispositif de défense marocain (sonnette) à l'intérieur du Mur à Rouss Elgharibyïn dans la région de Farsia. Au cours de cette attaque qui a eu lieu

le 17 septembre 1986, entre 4h15 et 5h20 du matin, nos combattants ont occupé la base et causé d'importantes pertes humaines et matérielles aux agresseurs marocains : 30 morts et le même nombre de blessés et destruction d'un dépôt de munitions, d'une voiture Land Rover, d'un camion, de trois mitrailleuses dont une lourde, d'un réservoir d'eau et des tranchées et abris des soldats marocains de la zone.

Nos combattants ont également récupéré une mitrailleuse de 12,7 mm, un fusil Kalashnikov et une importante quantité de munitions et de documents militaires."

● Le front Polisario a officiellement démenti que ses combattants aient attaqué un navire espagnol, le Puente Canaio, le 10 septembre au large du Sahara occidental, imputant la responsabilité de cette action au Maroc et à l'Espagne. L'attaque, qui avait fait un mort, avait été revendiquée peu après auprès de la radio maritime basque Onda Pesquera par un correspondant affirmant être un porte-parole du front, alors que, selon le communiqué sahraoui, "il est reconnu que dans des cas similaires, le front Polisario prend beaucoup plus de temps". "Le but de ce forfait est de manipuler l'opinion publique espagnole", ajoutait le communiqué, affirmant que la responsabilité de "ce fait tragique incombait au Maroc et au gouvernement espagnol, qui laisse ses citoyens s'aventurer dans une zone de guerre".

● Le 23 septembre, le front Polisario a annoncé à Alger que cinq officiers supérieurs israéliens, dont un général, accompagnaient le prince héritier du Maroc lors de sa visite effectuée du 2 au 8 septembre sur les Murs de défense construits par l'armée marocaine au Sahara occidental. Leur présence constitue, selon le front, une première démarche, par l'étude sur place de la guerre du Sahara occidental, avant une "participation de l'armée israélienne, aux côtés du Maroc, dans cette guerre d'agression menée contre le peuple sahraoui". Pour les dirigeants sahraouis, "la toile de fond de la rencontre d'Ifrane se dévoile au grand jour : le roi du Maroc cherche à obtenir le soutien militaire multiforme de l'armée israélienne" et menace la région nord-ouest de l'Afrique d'une "escalade militaire et d'une extension du champ de bataille".

● Le ministère de l'Information a communiqué : "Le 25 septembre, l'ALPS a attaqué les forces marocaines d'occupation et a livré des assauts contre un point d'appui et trois postes avancés de l'ennemi, situés à Boulaghat, au Nord de Zag. Se soldant par 12 soldats agresseurs tués, autant d'autres blessés, ainsi que par la destruction d'un véhicule Land Rover, ces attaques ont permis à nos combattants de récupérer un fusil Kalashnikov et une importante quantité de munitions et de documents importants. Un renfort ennemi dépêché sur les lieux du combat est tombé quelques heures après dans une embuscade montée par nos combattants et il a subi d'importantes pertes."

● Le ministère de l'Information a communiqué le 26 septembre : "Une fois de plus, les combattants de

l'ALPS ont asséné aux troupes marocaines d'occupation un coup sévère. En effet, des unités ont attaqué, le 25 septembre 1986, deux postes, un point d'alerte et deux positions ennemies installées au nord d'Aglent Echamba, dans la région d'Amgala. Lors de l'attaque de ces 5 objectifs, l'ennemi a enregistré dans ses rangs les pertes humaines et matérielles suivantes : 17 officiers et soldats tués, plus de 30 autres blessés, 1 véhicule Toyota portant une mitrailleuse de 12,7 mm, 1 pièce MAG, 1 mitrailleuse de 23 mm, 2 mortiers de 120 mm et de 75 mm et 1 dépôt de munitions détruits. Nos combattants, après avoir occupé une des positions ont récupéré le matériel suivant : 1 mitrailleuse de 14,5 mm. 2 appareils de transmissions, 1 fusil d'assaut Kalashnikov, 1 fusil FAL, 1 pièce MAG, 1 mortier de 60 mm, 7 chargeurs pour mitrailleuse de 14,5 mm, 4 canons de rechange pour mitrailleuse de 14,5 mm, une grande quantité de munitions et de documents militaires importants. Par ailleurs un sous-officier et un soldat ont été faits prisonniers".

● Dix soldats marocains ont été tués et de nombreux autres blessés au cours d'une attaque menée par les combattants sahraouis le 21 septembre contre une concentration marocaine à Oued Chadhmia, près de Farsia, au Nord-Est du Sahara occidental, a annoncé un communiqué sahraoui publié à Alger le 29 et résumé par l'AFP. Plusieurs armes ainsi que des tranchées de défense ont été détruites au cours de l'opération.

Par ailleurs, le front Polisario a affirmé dans un autre communiqué que deux soldats marocains du 5<sup>ème</sup> commando stationné dans la région de Legsaibiyine, sous-secteur de Haouza, au Nord du Sahara occidental, "ont rejoint les rangs de l'ALPS". Commentant ce dernier fait, dont la date n'était pas précisée, le communiqué estimait que cet événement "démontre l'inefficacité de la stratégie des Murs défensifs marocains et prouve, par contre, l'efficacité de la guerre d'usure menée par nos combattants (...) qui font subir à l'ennemi des pertes humaines et matérielles incalculables et le maintiennent dans une situation morale insupportable".

● Les 27 et 28 septembre, neuf soldats marocains ont été tués et plusieurs autres blessés, lors de deux opérations sahraouies menées contre l'armée marocaine au Sahara occidental, a indiqué un communiqué sahraoui publié à Alger et résumé par l'AFP. Sept soldats ont été tués et plusieurs autres blessés lors de l'attaque le 28 d'un poste avancé du Mur de défense marocain, dans la région d'Oum Legta. La veille, une mine placée par les combattants sahraouis avait explosé dans la région de Souehatt, provoquant la destruction d'une Land Rover marocaine et la mort de ses deux passagers.

● Le 30 septembre, dix soldats marocains ont été tués et plusieurs autres blessés, lors de deux attaques sahraouies menées contre des troupes marocaines basées dans la zone d'Oued Elhawli, au Sahara occidental, a affirmé un communiqué sahraoui publié à Alger et résumé par l'AFP.

Ce texte faisait aussi état de la destruction de matériel militaire marocain au cours de ces affrontements.

● Le 4 octobre, M. Omar Hadrami, membre du bureau politique du front Polisario, a mis en garde contre les dangers que pourrait constituer pour le Maghreb une éventuelle fourniture au Maroc d'avions français Mirage-2000 ou américains F-16. Dans une conférence de presse donnée à Hafedh Boudjemaa, dans l'extrême-Sud-Ouest algérien, à proximité des camps de réfugiés sahraouis, M. Hadrami a estimé : "Ces avions ne peuvent pas être utilisés contre le Polisario". Si Rabat possédait ces armes, a-t-il poursuivi, il pourrait être tenté de déclencher une conflagration, sous l'influence de ceux qui ont intérêt à destabiliser la région, en particulier Israël. Selon M. Hadrami, Israël a formé des pilotes marocains, notamment aux techniques utilisées pour échapper à la DCA et aux missiles. Il a aussi déclaré que les Etats-Unis avaient récemment livré au Maroc des missiles en grande quantité.

● Le 6 octobre, dix-huit soldats marocains ont été tués et un autre fait prisonnier lors d'une attaque menée par des combattants sahraouis contre une concentration de forces marocaines à Kraiba Nasla, dans la région de Bir Enzaran, au Sahara occidental, a affirmé un communiqué sahraoui publié à Alger et résumé par l'AFP. Une importante quantité d'armes légères a été récupérée par les assaillants qui ont occupé le poste marocain. Le communiqué indiquait d'autre part que deux véhicules militaires marocains, un camion GMC et une Land Rover, avaient été détruits par des mines placées par des combattants du front Polisario à Souhahat et à Chadhmia. Enfin, le texte faisait état de la destruction d'un bulldozer marocain au cours d'un bombardement effectué dans la région d'Oum Legta.

● Le ministère de l'Information a communiqué le 7 octobre : "A la suite de l'explosion, le 27 septembre 1986, à Souhahat, d'une mine placée par les combattants de l'ALPS derrière le Mur, des officiers supérieurs marocains ont été mis hors de combat et leur véhicule détruit. Il s'agit du commandant Taoua Abdeslam, commandant du 1er GAR, tué, et du colonel Malti Abderrahmane, commandant du 8<sup>ème</sup> BIM, gravement blessé, amputé d'une main et éborgné.

Le soldat, Touhami Si M'hamed, fait prisonnier le 6 octobre à Kraiba Nasla, a révélé la nouvelle de la neutralisation des deux officiers. Ainsi, de jour en jour, la guerre d'usure menée par l'ALPS confirme son efficacité et prouve combien sont coûteux et lourds ses effets destructeurs sur les troupes marocaines d'occupation".

● Le ministère de l'Information a communiqué le 9 octobre : "Multipliant ses opérations contre les dispositifs des forces monarchistes marocaines d'invasion, l'armée de libération populaire sahraouie a attaqué le 7 octobre un cantonnement ennemi au Sud-Est de Fadret El Aych dans le secteur de Haouza. 15 soldats monarchistes marocains ont été tués et autant d'autres blessés au cours de cette attaque qui s'est soldée également par

la destruction d'un matériel ennemi composé d'une mitrailleuse lourde cal.30 américaine, une pièce MAG, ainsi que de toutes les tranchées et des dépôts de l'ennemi".

● Le ministère de l'Information a communiqué le 10 octobre : "Une unité de l'armée de libération populaire sahraouie a attaqué le 10 octobre deux bases et un point de surveillance (sonnette), des forces d'agression marocaines a Sbeibirat dans la région de Bir Enzaran. L'attaque, qui a duré une heure, de trois heures à quatre heures du matin, s'est soldée par : 17 soldats marocains tués et de nombreux blessés, la destruction de deux mitrailleuses de 12,7 mm et MAG, la récupération de deux mitrailleuses FAL et d'une quantité de documents militaires".

● Plusieurs hauts responsables sahraouis rencontrés sur le terrain début octobre ont déclaré à l'AFP qu'ils excluaient une solution militaire au conflit, précisant que leur décision d'opter pour la guerre d'usure au Sahara occidental visait "non pas à battre l'armée marocaine, mais à maintenir une pression telle que le Maroc sera forcé de négocier la paix".

Une armée marocaine de 150 000 hommes, selon le Polisario, retranchée derrière les Murs, et environ 15 000 combattants sahraouis, selon différentes estimations, contrôlaient chacun une partie du territoire et s'affrontaient tout le long de cette ligne de surveillance et d'obstacles.

● Le front Polisario détient près de 2 000 prisonniers de guerre marocains et une centaine de ses combattants ont été capturés par l'armée marocaine depuis le début du conflit du Sahara occidental, en 1975, a affirmé M. Mohamed Hadrami, membre du bureau politique du front Polisario. Aucun échange de prisonniers n'a eu lieu depuis le déclenchement de la guerre, en raison du refus du Maroc de traiter avec le front Polisario, a-t-il ajouté dans une déclaration faite à proximité des camps de réfugiés sahraouis, dans l'extrême-Sud-Ouest algérien. Aucune information n'a été obtenue sur le lieu de détention des prisonniers marocains, qui peuvent correspondre avec leurs familles et sont régulièrement visités par des délégués du CICR, selon M. Hadrami. Ils sont aussi régulièrement présentés à la presse. Deux d'entre eux, capturés le 26 septembre, selon le Polisario, ont ainsi parlé, quatre jours plus tard, à un groupe de journalistes. Ils étaient blessés, et l'un d'eux était soigné dans un hôpital dans un camp de réfugiés sahraouis, dans la région de Tindouf (Algérie).

Le responsable sahraoui a déclaré que les prisonniers marocains détenus pour certains d'entre eux depuis 10 ans et parmi lesquels figuraient des officiers, notamment des pilotes d'avions abattus, vivaient entre eux. "Ils sont organisés. Le front Polisario leur distribue les vivres et ils en font eux-mêmes la répartition. Ils ont même leurs propres médecins, au nombre de cinq, également prisonniers, mais très compétents et très revendicatifs aussi", a-t-il dit. "Un prisonnier de guerre marocain coûte plus cher à entretenir qu'un combattant sahraoui", a-t-il ajouté, précisant que ces prisonniers



Prisonniers de guerre marocains aux mains de la RASD

"sont devenus très religieux, et demandent fréquemment des livres sur l'Islam".

D'autre part, M. Hadrami a indiqué que le front Polisario était sans nouvelle d'une centaine de ses combattants faits prisonniers par l'armée marocaine, malgré des requêtes auprès de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires internationales. Le front Polisario a remis une liste de noms à ces organismes et leur a aussi demandé de s'inquiéter du sort de plus de six cents civils sahraouis, arrêtés, selon lui, par les forces de sécurité marocaines. Ces requêtes sont cependant restées sans suite, en raison du refus du Maroc de reconnaître aux prisonniers sahraouis le caractère de détenus politiques, a déclaré M. Hadrami.

## ALGERIE

### Visite du directeur de la sûreté malienne

Le 8 septembre, le lieutenant-colonel Sambou Soumaré, directeur de la sûreté malienne, qui se trouvait en visite d'amitié et de coopération, a eu une séance de travail avec son homologue M. Hadi Khediri. La rencontre, "empreinte de cordialité et de compréhension mutuelle, a permis d'aborder les questions d'intérêt commun, notamment celles relatives au développement des relations de coopération entre les deux pays". L'Algérie forme dans ses écoles de police des stagiaires maliens.

● Les autorités tunisiennes ont confirmé le 8 septembre le passage clandestin à l'étranger de l'ancien Premier ministre Mohamed Mzali, qui avait été limogé le 8 juillet dernier, et des sources autorisées ont précisé que M. Mzali avait fui en Algérie le 3 septembre.

L'agence tunisienne TAP a confirmé de sources autorisées la fuite de M. Mzali en Algérie dans la nuit du 2 au 3 dans la région de Tabarka. Affublé "d'une blouse grise, d'une chéchia, de moustaches et de lunettes noires", M. Mzali s'est rendu en voiture à Hamman Boumenten d'où il a franchi la frontière à pied avec un passeur et deux autres Tunisiens avant

de continuer seul jusqu'au village de Rmel Essouk, selon ces sources. Six des sept Tunisiens qui avaient aidé de près ou de loin M. Mzali dans sa fuite ont été arrêtés par la sûreté nationale tunisienne.

Le cas Mzali gênait d'autant l'Algérie qu'il constituait la deuxième affaire délicate qui la projetait en l'actualité depuis une semaine, ont relevé les observateurs. Le 7, une organisation inconnue se réclamant du colonel Amirouche, héros de l'insurrection, avait revendiqué l'attentat contre un synagogue à Istanbul. La presse a réagi violemment à cette revendication, la qualifiant de ridiculement odieuse et affirmant que l'Algérie "condamne toute forme de terrorisme aveugle visant des civils".

● Une délégation tchécoslovaque conduite par le vice-ministre du Commerce extérieur est invitée par les autorités qui sont intéressées à mettre sur pied une industrie militaire locale.

● Le 17 septembre, le ministre français de la Sécurité, M. Robert Pandraud, a quitté Alger en début de matinée après avoir rencontré dans la nuit les autorités pour leur présenter les mesures anti-terroristes de caractère exceptionnels qui seraient appliquées en France, en dérogation des accords bilatéraux de libre circulation entre les deux pays. Le voyage de Pandraud s'est déroulé dans une grande discrétion. Dès son arrivée, le ministre français s'est rendu dans des villas d'hôte du gouvernement où il a rencontré notamment le directeur de la sûreté nationale (DGSN), M. Hadi Khediri, a-t-on appris de bonne source.

● Le général Hocine Benmaalek, chef de la 2<sup>ème</sup> région militaire algérienne, était entouré de plusieurs officiers supérieurs et des membres du bureau de coordination de la wilaya à présidence d'abbé de santé militaire de Sidi Bel Abbès. La sortie de la 33<sup>ème</sup> promotion des officiers.

● Le 17 septembre, le président tchécoslovaque Gustav Husak a quitté Alger en fin de matinée à l'issue d'une visite officielle de quarante-huit heures qui a donné lieu à une série d'entretiens politiques et dans le domaine de la coopération.

Le chef de l'Etat tchécoslovaque a rencontré à plusieurs reprises son homologue M. Chadli Bendjedid et a prononcé, devant les députés de l'Assemblée nationale populaire, un discours dans lequel il s'est déclaré profondément satisfait de la qualité des relations entre les deux pays.

La coopération dans le domaine militaire a été également à l'ordre du jour de cette visite, avec des entretiens entre le premier vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée tchécoslovaque, le général-colonel Brahnik Miloslav, et le chef d'état-major de l'armée, le général-major Mostéfa Benloucif. Aucune précision n'a été donnée sur la teneur de ces conversations. L'Algérie, dont l'armée est équipée à 90 pour cent de matériel provenant de pays de l'Est, cherche à promouvoir une industrie militaire propre.

● Plus de 57 000 Sahraouis réfugiés dans la région du désert de Tindouf recensés par la FAO devaient recevoir



Réfugiés sahraouis dans la région de Tindouf (Algérie)

2 055 tonnes de farine de blé, 310 tonnes de lait en poudre, 137 tonnes d'huile et 205 tonnes de légumineuses pendant six mois.

## TUNISIE

### Bouée acoustique

Le 7 septembre, une bouée acoustique pour la recherche de sous-marins a été découverte dans le port de Bizerte, a-t-on indiqué à Tunis de source française informée, après qu'un quotidien eut présenté le 9 cette découverte comme celle d'un missile Thomson de fabrication française.

Cette bouée acoustique largable d'avion pour la recherche des sous-marins, fabriquée par Thomson-CSF, est employée par plusieurs armées étrangères, a-t-on indiqué de même source. Long de près d'un mètre avec une minuterie graduée de 1 à 8, cet engin avait provoqué une vive animation le 7 dans le port de Bizerte, le long du quai où peuvent accoster deux pétroliers. Le quotidien indépendant Le Temps avait annoncé la découverte d'un missile à deux têtes flottant dans le port pétrolier de Bizerte, précisant qu'il avait été désamorcé par les artificiers de l'armée après avoir été repêché par les pompiers. Le journal a posé à nouveau le problème du déminage du port de Bizerte qui fut une grande base navale française en Méditerranée jusqu'en 1962. Selon les spécialistes, beaucoup de bombes dorment encore dans les eaux maritimes de Bizerte, a écrit Le Temps. Il a rappelé que des poseurs de câbles téléphoniques étaient tombés l'an passé sur une bombe de 40 kilos qui n'était pas désamorcée.

● L'ancien Premier ministre Mohamed Mzali, a été **démis de ses fonctions de président du Comité olympique tunisien**, a indiqué un communiqué signé par le secrétaire général et président par intérim du Comité olympique tunisien, M Slaheddine Baly, ministre de la Défense. M. Baly a été chargé de diriger le comité jusqu'à la fin du mandat en cours.

● Le 16 septembre, le **président Bourguiba a nommé le général de brigade Ahmed Noomane chef d'état-major de l'armée de l'air**, en remplacement du général de brigade Abdelhamid Fehri. Le nouveau chef d'état-major a pris officiellement ses fonctions dans la journée lors d'une cérémonie à la base aérienne de Sidi

Ahmed, près de Bizerte en présence du ministre de la Défense, M. Slaheddine Baly.

Agé de 51 ans, le général Noomane, promu à ce grade le 23 juin dernier à l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'armée, était jusqu'à présent chargé de la direction de l'éducation physique et des sports militaires. Le président Bourguiba, chef suprême des forces armées, a également nommé le colonel Youssef Ben Slimane à la tête de la direction de la sûreté militaire, en remplacement du général de brigade Ammar Khérijj.

● Le 17 septembre, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a dénoncé le terrorisme le qualifiant de **forme de démente** et condamné les attentats de Paris, Istanbul et Karachi, en exprimant sa profonde sympathie aux Etats européens amis et notamment à la France, "confrontée à une vague d'agissements irresponsables". A l'ouverture de la 86<sup>ème</sup> session ordinaire du conseil ministériel de la Ligue arabe à Tunis, M. Klibi a émis des "doutes sérieux sur l'implication de parties arabes ou musulmanes" dans ces attentats, en accusant indirectement Israël et le Likoud de les avoir organisés pour discréditer le monde arabe et "consacrer l'occupation par Israël des territoires arabes et la liquidation de la cause palestinienne". "Il est clair que le Likoud fait en sorte que le terrorisme détourne l'attention de la communauté internationale des questions fondamentales", a déclaré M. Klibi. Affirmant que ces actes terroristes "s'inscrivaient en faux contre le code d'honneur arabe et les enseignements de l'Islam", et ternissaient l'image des Arabes, M. Klibi a dénoncé les manœuvres diaboliques d'Israël pour "dresser l'opinion publique contre la cause palestinienne et amener des pays islamiques comme la Turquie et le Pakistan à cesser tout soutien à la résistance palestinienne".

● Le 24 septembre, un mari jaloux, agent de police de son état, a tué son épouse et l'amant de celle-ci à **coups de pistolet en pleine audience** du tribunal correctionnel de Tunis qui statuait sur cette affaire d'adultère. Après avoir abattu son épouse et son rival, le mari trompé a tiré deux balles, sans cependant atteindre personne, en direction des juges, avant d'être maîtrisé et désarmé par des policiers dans la salle d'audience, selon les témoignages recueillis. Il a été arrêté et écroué.

Ce drame sanglant de la jalousie a eu lieu après que le tribunal eut décidé le renvoi de l'affaire au 1<sup>er</sup> octobre pour communication, sur demande de la défense. Amor, le mari jaloux, policier de la brigade de l'ordre public (BOP) qui était en civil, a sorti un pistolet de sa poche et tiré deux balles depuis les bancs du public, tuant les deux amants sur le coup. Son épouse Féhtia, 29 ans, a été abattue d'une balle dans l'oeil et son amant, Mourad, 21 ans, d'une balle sous l'oreille, selon les témoins.

● Le 29 septembre, la **coopération militaire** entre les Etats-Unis et la Tunisie a été au centre d'un entretien à Tunis entre le ministre de la Défense, M. Slaheddine Baly, et une délégation américaine dirigée par M. Michael

Ussery, sous-secrétaire d'Etat-adjoint pour le Moyen-Orient chargé des affaires du Maghreb et des relations avec le Congrès. Lors de cet entretien, en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis, les deux parties ont également évoqué les relations tuniso-américaines et les questions d'intérêt commun.

Washington qui est avec Paris l'un des principaux fournisseurs d'aide militaire à la Tunisie a accordé quelque 64 millions de dollars pour des achats d'armements au titre de l'année 1986, selon des sources informées.

● **L'OLP a transféré certaines de ses institutions se trouvant en Tunisie** vers l'Irak, le Soudan et le Nord-Yémen au cours du mois de septembre, a-t-on appris de source palestinienne informée à Amman. L'OLP avait établi une grande partie de ses bureaux, dont son quartier général, en Tunisie, après l'évacuation de ses forces du Liban en 1982. M. Arafat avait annoncé que la centrale palestinienne avait décidé de répartir une nouvelle fois ses forces entre divers Etats arabes, sans toutefois citer les pays ayant accepté de les recevoir.

### Nouveau ministre des Affaires étrangères

Le 15 septembre, le président Habib Bourguiba a nommé M. Hedi Mabbour, ambassadeur de Tunisie en France depuis 1973, au poste de ministre des Affaires étrangères, en remplacement de M. Béji Caïd Essebsi, qui occupait cette fonction depuis avril 1981. M. Caïd Essebsi "sera appelé à d'autres fonctions" a déclaré ce même jour le Premier ministre, M. Rachid Sfar.

## LIBYE

### Le colonel menace l'Italie

Le 7 octobre, le colonel Kadhafi s'en est pris violemment à l'Italie, l'accusant d'être l'ennemi numéro un de la Libye et affirmant que son pays sera "une base pour la jeunesse et le peuple italiens pour libérer l'Italie de la mainmise américaine". Le colonel, qui s'exprimait à l'occasion des festivités qui se déroulaient autour du golfe de Syrte, à l'occasion du seizième anniversaire du départ des derniers colons italiens, a menacé de "lancer contre l'Italie toutes sortes d'opérations militaires, au cas où les forces américaines prendraient le territoire italien comme point de départ pour une (nouvelle) agression contre la Libye... L'Italie représente un danger réel (pour la Libye) et constitue une base pour le terrorisme américain officiel (...). Malgré les bonnes attitudes adoptées par ce pays à l'égard des causes arabes et en dépit du fait que nous avons des amis au niveau officiel, le peuple italien est exploité par les institutions capitalistes et par l'Amérique. Les Italiens ont besoin d'un nouveau Garibaldi pour les libérer des bases américaines et la Libye sera une base pour la jeunesse et le peuple italiens pour libérer l'Italie de la mainmise américaine", a-t-il déclaré. Il a de nouveau exigé que l'Italie dédommage la Libye pour les pertes qu'elle a subies pendant la colonisation. "Si l'Italie n'adopte pas une attitude positive à

l'égard de ces deux questions dangereuses, à savoir la transformation de son territoire en une base pour une agression américaine contre la Libye et le refus de dédommager ce pays, les Libyens devront se préparer à se venger", a-t-il dit.

● **La Libye s'oppose au terrorisme** et est prête à prendre part à "tout effort international en vue de le combattre", a affirmé l'agence de presse Jana. Dans un commentaire de son rédacteur politique, l'agence officielle a estimé: "La Jamahiriya libyenne est la première victime du terrorisme d'Etat officiel" pratiqué à son égard par les Etats-Unis, "en raison de ses attitudes politiques et idéologiques". Le commentateur a déploré "l'attitude du monde occidental à l'égard du terrorisme et des massacres perpétrés contre les peuples palestinien et sud-africain".

● **Le colonel Kadhafi a indiqué que le pays avait arrêté toute aide directe au chef des maquisards du Sud soudanais**, le colonel John Garang, ainsi qu'à l'Ethiopie. Le colonel Garang, selon le chef du régime, a perdu toute crédibilité en continuant sa lutte contre les autorités de Khartoum après le renversement du maréchal Nimeiry, en avril 1985. Le colonel a demandé à Addis Abeba de s'abstenir d'aider les maquisards du Sud soudanais. Cette déclaration a été faite à Khartoum (Soudan).

● Le 15 septembre, la **Libye a condamné et condamne énergiquement les actes de violence qui frappent des innocents et qui sont injustifiables**, dans un communiqué publié par la mission libyenne en France à la suite de la recrudescence des attentats à Paris. "Les tentatives malveillantes orchestrées de l'extérieur de la France dans le but de porter atteinte aux relations franco-libyennes en particulier et franco-arabes en général et d'impliquer la Libye dans de tels actes ainsi que les allusions à notre pays, rapportées par certains médias, s'inscrivent dans le cadre de cette campagne mal intentionnée et dénuée de tout fondement," ajoutait ce texte qui réaffirmait "la ferme volonté du bureau populaire libyen (ambassade) à Paris de bâtir des relations d'amitié entre la France et la Libye". La mission a réaffirmé enfin "sa solidarité et sa sympathie aux victimes de la violence contre laquelle la Jamahiriya s'est déclarée prête à lutter en coopération avec la communauté internationale".

● Le 17 septembre, le colonel Kadhafi a déclaré: "**La Libye est opposée au terrorisme**" mais soutient la guerre sainte contre l'alliance américano-sioniste, dans un discours diffusé par Radio Tripoli. "Notre religion nous interdit de punir des innocents, porter préjudice à la liberté des civils", a précisé le colonel, qui a fait cette déclaration dans un discours radiodiffusé devant un rassemblement de l'Organisation de l'appel islamique. Il a également lancé un appel au Jihad (guerre sainte) "pour la défense de la Libye, forteresse de l'Islam et de la religion islamique" face à l'alliance américano-sioniste qu'il a présentée comme une nouvelle croisade. Il a demandé la mobilisation de volontaires et la constitution d'un fonds spécial

## MAURITANIE

### Visite

Le 24 septembre, M. Michel Aurillac, ministre français de la Coopération, est arrivé à Nouakchott pour une visite officielle de trois jours. M. Aurillac a déclaré à son arrivée qu'il était venu pour faire le point de la coopération entre la France et la Mauritanie dans tous les domaines, notamment économiques, militaires et de la pêche. Il a ajouté que son pays attachait une importance particulière à l'Afrique et encourageait l'idée d'un accroissement de l'aide et de la réduction des prêts à ce continent. Le 26, il devait effectuer une visite à l'école militaire interarmes d'Atar.

● Début septembre, plusieurs dizaines de personnalités, dont une trentaine de cadre négro-africains, ont été **interpellées pour activités nuisibles à l'unité nationale**, a-t-on appris de source informée à Nouakchott. Parmi ces personnalités, figuraient notamment deux arabo-berbères, MM. Hamdi Ould Boukhreiss, homme d'affaires, et Def Ould Baham, diplomate, et deux anciens ministres négro-africains, MM. Tafsirou Djigo et Mamadou Ly. A Dakar, selon des informations données par les parents des personnalités négro-africain interpellés, les autres cadres négro-africains retenus par la police étaient notamment MM. Abdou Aziz Ba, ancien député, Tène Youssouf Gueye, écrivain,

Ibrahima Sarr, journaliste, Abdoulaye Sarr, professeur, Seydou Kané, chercheur, Ibrahima Tall, professeur, Ba Mbaré, directeur de société, et Sy Mamadou Youssouf, cadre de banque. Ces interpellations étaient interprétées par certains parents des personnes concernées comme "une mesure punitive à l'encontre des négro-africains qui ne veulent plus être considérés en Mauritanie comme des citoyens de seconde zone".

● Le 26 septembre, vingt personnes arrêtées au début de septembre pour réunion publique non autorisée et distribution de tracts portant atteinte à l'unité nationale ont été condamnées à des peines de prison.

Dans un communiqué publié par le ministère de l'Intérieur, le gouvernement avait accusé le 15 septembre ces opposants "d'avoir pris des contacts extérieurs en vue de porter atteinte à l'unité nationale" et "appelé le peuple mauritanien au désordre". Il était également reproché aux personnes arrêtées "d'avoir, en juin dernier, produit et distribué à l'extérieur un document appelant au désordre dans le but de diviser notre peuple". Le ministère de l'Intérieur ne donnait pas le contenu du document incriminé mais il s'agirait, selon des sources proches des opposants jointes à Dakar, du **Manifeste du négro-africain opprimé**. Ce manifeste clandestin, dont l'AFP a eu une copie à Dakar, dénonçait "l'apartheid en Mauritanie" entre Blancs

(Maures) et Noirs (ethnies négro-africaines).

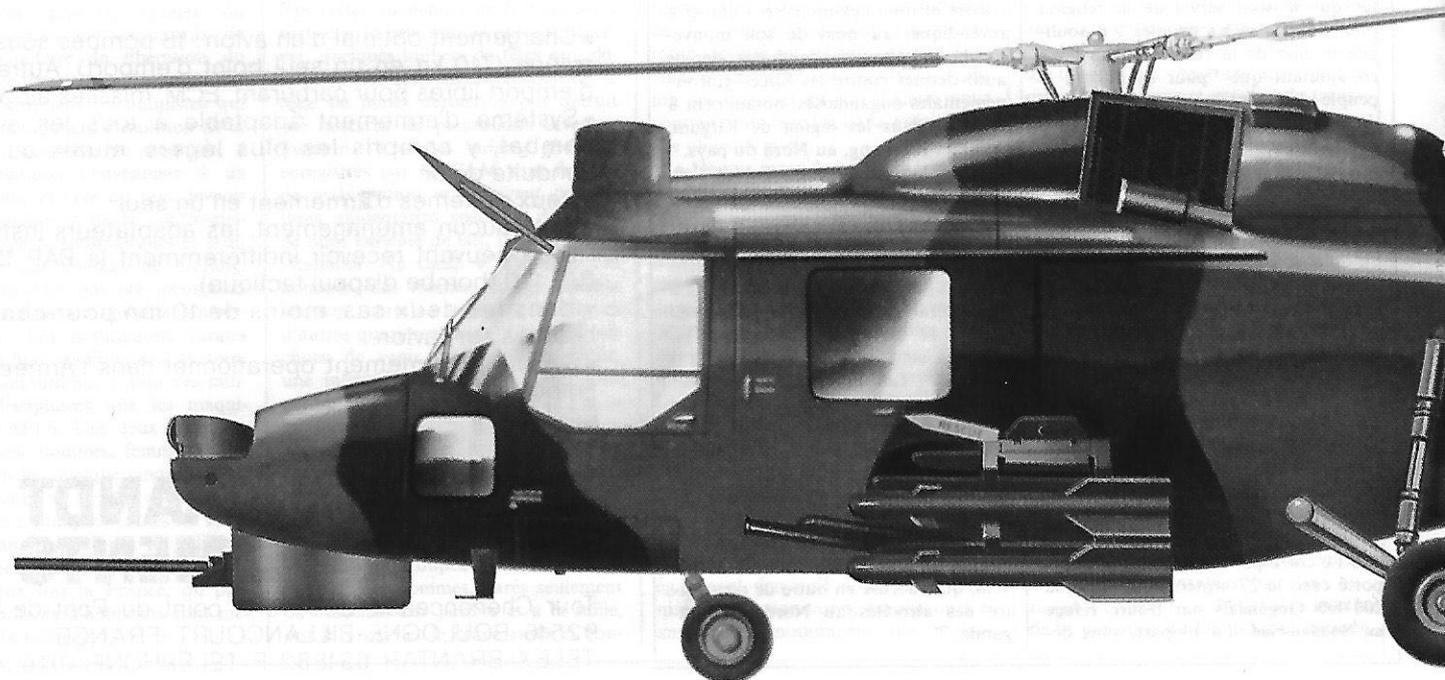
Selon les auteurs de ce document, les Maures entretiennent l'illusion d'une société arabo-berbère à 75 %, alors que les Négro-Africains sont maintenant largement majoritaires. Malgré cette évolution démographique, soulignent les opposants, la minorité maure continue de pousser à l'arabisation de la Mauritanie et d'acquiescer les postes-clefs du gouvernement et de l'administration locale, même dans le Sud du pays.

Selon une source dissidente, ce groupe d'opposants clandestins noirs avait projeté d'organiser le 21 septembre une marche pacifique sur la présidence de la République, mais ses principaux organisateurs auraient été arrêtés préventivement. Dans sa déclaration, le ministère de l'Intérieur avait affirmé que ce groupe clandestin avait mis en place "une base organisationnelle, grâce à des ressources financières dont la provenance est déjà en partie connue", sans toutefois donner de précisions sur l'origine de ces fonds.

### Inauguration du Port de l'amitié

Le 17 septembre, le premier port en eau profonde du pays, baptisé Port de l'amitié et construit par la Chine, a été inauguré par le chef de l'Etat. 430 ouvriers et ingénieurs chinois ont participé à la réalisation de ce nouveau port, à une dizaine de kilomètres de

**Il a pour lui des arguments solides :  
il est très difficile à descendre.**



Nouakchott, sur une plage considérée comme une des plus inhospitalières de la côte ouest-africaine. Jusqu'ici 35 à 40 pour cent des importations transitaient par le Sénégal. Il a été inauguré en présence du ministre chinois des Relations économiques et commerciales avec l'étranger, M. Zheng Tuobi, par le ministre de l'Équipement, le lieutenant-colonel Ibrahim Ould Alioune Ndiaye, qui a rendu hommage à la compétence des Chinois. Les travaux entamés en 1980 ont été achevés avec sept mois d'avance. Le nouveau port renforcera l'indépendance de la Mauritanie et contribuera à son développement dans tous les domaines, a estimé le ministre de l'Équipement. Avec une capacité de 500 000 tonnes par an, soit 40 % de plus que les besoins du pays, il peut recevoir trois bateaux de 10 000 tonnes simultanément. Sa capacité supplémentaire offrira au Mali, qui n'a pas de débouché sur la mer, la possibilité d'approvisionner ses régions nord, frontalières de la Mauritanie, après la construction des infrastructures nécessaires. Le complexe portuaire entièrement financé par la Chine grâce à un prêt sans intérêt a coûté 150 millions de dollars, remboursables en 50 ans avec un différé de 10 ans.

## SENEGAL

### L'armée française contre les criquets

Le correspondant de l'AFP a rap-

porté ce qui suit, le 24 septembre : "Dans le Nord, aux confins de la Mauritanie, une vingtaine de soldats français bivouaquent sur une butte, à quelques centaines de mètres de la piste boueuse de l'aérodrome de Matam. L'armée française a engagé depuis une semaine la lutte contre un ennemi d'un type nouveau, le criquet sénégalais. L'enjeu est de taille. Pour la deuxième année consécutive, l'hivernage a été bon, après dix ans de sécheresse quasi ininterrompue. Dans la région du fleuve Sénégal, dans le Nord et l'Est du pays, l'herbe a repoussé là où il y a moins de deux ans gisaient par centaines des cadavres de bovins, victimes de la sécheresse. L'espoir est donc revenu chez les éleveurs et les cultivateurs, mais avec le retour des pluies sont aussi réapparues les criquets, qui font craindre aux spécialistes une famine sans sécheresse. Moins vorace que le criquet pèlerin, son cousin grand migrateur venant des zones désertiques, le criquet sénégalais peut toutefois causer de sérieux dégâts aux cultures. Les oeufs pondus par les adultes sont très résistants aux insecticides et, pendant un hivernage, ce sont deux à trois générations de criquets qui peuvent s'abattre sur les cultures. Face à cette menace, le Sénégal, comme beaucoup d'autres pays sahéliens, ne disposait ni de stocks d'insecticides suffisants, ni de moyens d'épandage. Quant à l'Organisation commune pour la lutte anti-acridienne et anti-aviaire (OCLALAV), basée à

Dakar, elle est depuis longtemps paralysée par le non-paiement des cotisations de ses Etats membres. Plusieurs pays occidentaux : Etats-Unis, Canada, France, Belgique, Italie, Japon, Grande-Bretagne, RFA et Danemark, ont répondu sous diverses formes à l'appel lancé par le ministre du Développement rural, M. Famara Sagna, qui souhaitait réunir d'urgence plus de 2 milliards de francs CFA (40 millions de FF) pour faire face à l'invasion des acridiens.

Quatre DC-7 américains ont traité plus de 300 000 hectares dans les régions de Bakel et de Louga, où il ne semble plus subsister de criquets. De son côté, la France a lancé, le 15 septembre, une minutieuse campagne de prospection. Une vingtaine de soldats du 23<sup>ème</sup> bataillon d'infanterie de marine, basé à Dakar, six véhicules, une Jeep-radio et un hélicoptère ont été dépêchés sur le terrain. Le coût de l'opération se monte à près de 100 millions de francs CFA (2 millions FF). En une semaine, explique un des responsables de l'opération, 35 000 km<sup>2</sup> carrés ont été inspectés par un expert avec l'aide de l'armée. Reste maintenant à baliser avec des panneaux d'appui aérien les poches encore infestées dans la région de Dara (centre-Nord du pays). Une fois ce travail de balisage terminé, l'armée française passera le relais aux Canadiens, qui doivent prêter quatre avions légers pour l'épandage d'insecticides. Selon un expert français, l'aide des pays do-

nateurs devrait permettre cette année de maîtriser les invasions de criquets et les dégâts aux cultures devraient être minimes."

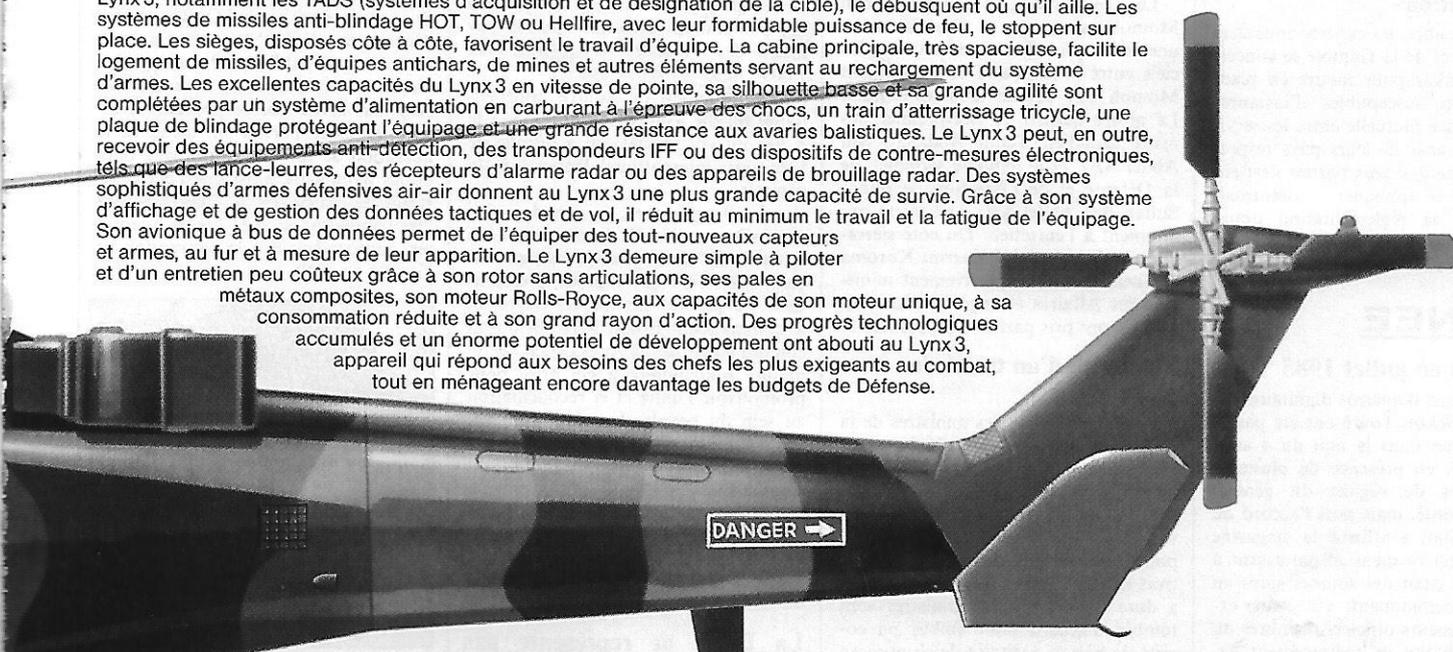
• Le camp militaire de Thiaroye a connu le 29 septembre une animation inhabituelle à l'occasion de la commémoration de la Saint-Michel, fête des paras.



Parachutistes sénégalais défilant, équipés du fusil d'assaut MAS 5,56 GIAT (France)

Le blindé ennemi le plus insaisissable et le plus sournois sous son camouflage naturel ne pèse pas lourd en face de la technologie et de la puissance de feu du Lynx 3. Des systèmes de capteurs montés sur le nez ou sur le toit du Lynx 3, notamment les TADS (systèmes d'acquisition et de désignation de la cible), le débusquent où qu'il aille. Les systèmes de missiles anti-blindage HOT, TOW ou Hellfire, avec leur formidable puissance de feu, le stoppent sur place. Les sièges, disposés côte à côte, favorisent le travail d'équipe. La cabine principale, très spacieuse, facilite le logement de missiles, d'équipes antichars, de mines et autres éléments servant au rechargement du système d'armes. Les excellentes capacités du Lynx 3 en vitesse de pointe, sa silhouette basse et sa grande agilité sont complétées par un système d'alimentation en carburant à l'épreuve des chocs, un train d'atterrissage tricycle, une plaque de blindage protégeant l'équipage et une grande résistance aux avaries balistiques. Le Lynx 3 peut, en outre, recevoir des équipements anti-détection, des transpondeurs IFF ou des dispositifs de contre-mesures électroniques, tels que des lance-leurres, des récepteurs d'alarme radar ou des appareils de brouillage radar. Des systèmes sophistiqués d'armes défensives air-air donnent au Lynx 3 une plus grande capacité de survie. Grâce à son système d'affichage et de gestion des données tactiques et de vol, il réduit au minimum le travail et la fatigue de l'équipage. Son avionique à bus de données permet de l'équiper des tout-nouveaux capteurs et armes, au fur et à mesure de leur apparition. Le Lynx 3 demeure simple à piloter et d'un entretien peu coûteux grâce à son rotor sans articulations, ses pales en

métaux composites, son moteur Rolls-Royce, aux capacités de son moteur unique, à sa consommation réduite et à son grand rayon d'action. Des progrès technologiques accumulés et un énorme potentiel de développement ont abouti au Lynx 3, appareil qui répond aux besoins des chefs les plus exigeants au combat, tout en ménageant encore davantage les budgets de Défense.



# Westland Army Lynx 3

Westland Helicopters Limited, Yeovil, England.